

LA LETTRE DE GÉOSTRATÉGIES 2000

ANCIENS DE CAMBRIDGE / ANCIENS D'OXFORD / ASSOCIATION DES ANCIENS DE LA LONDON SCHOOL OF ECONOMICS / ASSOCIATION DES ANCIENS DE L'ECOLE DE L'AIR / ASSOCIATION DES SCIENCES PO / ASSOCIATION DES AUDITEURS ET CADRES DES HAUTES ETUDES DE L'ARMEMENT / ASSOCIATION NATIONALE DES AUDITEURS JEUNES DE L'IHEDN (ANAJ) / ASSOCIATION DES DIPLÔMÉS DU CENTRE D'ETUDES SUPÉRIEURES DE BANQUE / ASSOCIATION DES CENTRALIENS / ASSOCIATION DU CONTRÔLE GÉNÉRAL DES ARMÉES / ASSOCIATION DES DIPLÔMÉS DE L'ESSEC / INSTITUT DE RELATIONS INTERNATIONALES ET STRATÉGIQUES (IRIS) / INSTITUT DES HAUTES ETUDES DE DÉFENSE NATIONALE / INSTITUT DES HAUTES ETUDES NATIONALE DE LA SÉCURITÉ ET DE LA JUSTICE / INSTITUT SUPÉRIEUR DES AFFAIRES DE DÉFENSE (PARIS II) / INSTITUT SUPÉRIEUR DU COMMERCE / SAINT-CYRIENNE / ASSOCIATION DES ANCIENS ÉLÈVES ET DIPLÔMÉS DE L'ECOLE POLYTECHNIQUE /

Site Internet : geo2000.org

N° 74 – FEVRIER 2010

SOMMAIRE :

P.2

Editorial

Raymond Douyère

P.3

« Politique spatiale de la France dans le cadre européen »

Yannick d'Escatha, Président-Directeur général du Centre National d'Etudes Spatiales

P.7

« Les plans de relance dans le monde et l'exemple franco-allemand »

Patrick Devedjian, Président du Conseil Général des Hauts-de-Seine,

Ministre chargé auprès du Premier Ministre de la mise en œuvre du plan de relance

P.11

« L'Union Européenne et la guerre en Géorgie »

Son Excellence Pierre Morel, Représentant spécial de l'Union Européenne pour l'Asie Centrale

AGENDA

15 février 2010 au Sénat « CO2 : Un mythe planétaire ? »

Christian Gerondeau, Ingénieur Général des Ponts et Chaussées

15 mars 2010 au Sénat « Etat des menaces »

Alain Bauer, Professeur de criminologie au CNAM, Président du Conseil Supérieur de la Formation et de la Recherche Stratégique

14 avril 2010 au Sénat Général d'Armée Aérienne Jean-Paul Palomeros,

Chef d'Etat-Major de l'Armée de l'Air Sujet précisé ultérieurement

Editorial : « Humeur » Par Raymond Douyère

Le monde change ... et vite !

Il y a quelques mois, voire quelques semaines, tous les commentateurs politiques glosaient encore sur la naissance du duopole Chine-Etats-Unis ! Et puis est arrivée la conférence de Copenhague et son échec retentissant, à peine minimisé par une clause de revoyure.

Le monde s'est alors aperçu que Barack Obama n'avait pas les mains libres pour imposer la loi « Care and Trade » réglementant et taxant l'émission de CO2 aux USA ... Dans le même temps, la Chine ne voulait s'imposer aucune contrainte quant à ses émissions de CO2 et faisait échouer la conférence.

Barack Obama ne pouvait rester sur cet échec. Le brusque durcissement diplomatique envers la Chine, au sujet de la rencontre pourtant programmée de longue date et connue des chinois avec le Dalaï Lama, en est l'illustration.

Les critiques exacerbées sur la parité Yuan-Dollar sont aussi là pour affirmer le rôle que l'Amérique entend jouer.

Nous avons cru au duopole bien organisé ... les Etats-Unis affirment qu'il n'existe qu'un seul leadership mondial et c'est eux !

La preuve éclatante en est donnée par la non-venue de Barack Obama au prochain sommet européen au printemps 2010, signifiant ainsi le peu de cas qu'il fait de l'Europe et la piètre opinion qu'il peut avoir de la gouvernance européenne. L'Europe ne compte plus dans le concert des nations !

On ne peut que lui donner raison. Depuis des décennies, nombreuses sont les voix qui réclament, dont la mienne, une gouvernance économique européenne. L'attaque, ces jours-ci, des marchés financiers contre l'euro est là pour démontrer, s'il en était besoin, cette impérieuse nécessité : une attaque éhontée sur le fond, les marchés oubliant que ce sont les Etats qui ont sauvé le système financier, attaque d'autant plus injustifiée contre des Etats vers lesquels ont été transférées les dettes de ces banques inconséquentes.

C'est bien collectivement qu'il faudra réagir. Jean-Claude Trichet l'a bien compris et envisage une action de la Banque centrale européenne. Dans le même temps, la Chancelière Allemande, Angela Merkel évoque, certes timidement mais tout de même, cette gouvernance économique de l'Europe.

L'Europe a trop souffert de son absence de direction politique pour rester inerte. 480 millions d'habitants, bientôt plus de 500 millions, et aucune concertation sur le plan économique et fiscal. Pour que demain la multipolarité du monde qui nous semble la seule issue pour parvenir à diriger la planète devienne réalité, c'est de l'Europe que doit venir l'exemple.

Une Europe unie proposant ses propres solutions aux problèmes mondiaux, pesant sur les décisions, au G20, au FMI, à la banque mondiale, à L'ONU.

Sinon nous aurons encore et pour longtemps une seule puissance au monde, les Etats-Unis, n'en déplaie aux Chinois ... Car avant que la Chine ne devienne la première puissance de la planète il s'écoulera encore quelques décennies.

R.D.

« LA POLITIQUE SPATIALE DE LA FRANCE DANS LE CADRE EUROPEEN » YANNICK D'ESCATHA PRÉSIDENT-DIRECTEUR GENERAL DU CENTRE NATIONAL D'ETUDES SPATIALES

Un peu avant la trêve estivale, le 28 mai dernier, Géostratégies 2000 a accueilli dans les salons du Sénat, Yannick d'Escatha, Président du CNES, venu nous éclairer sur la politique spatiale de l'Europe, qui a décidé de s'engager de manière plus significative, et du rôle de la France, toujours en pointe, et à la recherche de nouvelles impulsions. Ancien Administrateur général du CEA et ancien Directeur Général Délégué d'EDF, Yannick d'Escatha nous a convaincus de l'intérêt stratégique de ce secteur dans les relations internationales et a réaffirmé la volonté européenne d'incarner une conception pacifique, coopérative et humaniste de l'utilisation de l'espace.

Après des débuts hésitants, l'Union Européenne entend de plus en plus s'affirmer comme un acteur spatial majeur. L'impulsion donnée par la France, lors de sa présidence de l'UE, est un signe très encourageant, lance, confiant et déterminé, Yannick d'Escatha. Avec le Traité de Lisbonne, l'espace est devenu une compétence partagée entre l'Union Européenne et ses Etats-membres. La France, l'Allemagne et l'Italie jouent un rôle capital. Paris et Berlin représentant à eux seuls plus de 50% des moyens de l'ASE (Agence Spatiale Européenne), soit un budget de 4 milliards d'euros, dont 2,4 milliards au niveau national. Cette Agence, qui a beaucoup contribué à l'expansion spatiale de l'Europe, compte 18 Etats-membres, et est régie par la règle « un pays, une voix ». Elle travaille sur des programmes obligatoires et optionnels, qui motivent les Etats, car il y a le plus souvent un retour géographique. Elle développe des outils spéciaux, comme Ariane 5 et des satellites au service des citoyens, tels Galileo pour le transport et le GMES (Global Monitoring for Environment and Security), spécialisé dans la surveillance des changements climatiques, note Yannick d'Escatha.

UN ENGAGEMENT POLITIQUE INDISPENSABLE

Le domaine spatial constitue un outil stratégique incontournable, pour la souveraineté des Etats, et l'Union Européenne souhaiterait monter en première ligne. Ainsi, elle pourrait porter la politique spatiale sur la scène internationale, négocier directement avec le Président américain, par exemple. Or, pour le moment, l'ASE n'est encore qu'une agence de programmes et pas un « être politique ». Cette dimension n'est toujours pas atteinte, et il reste de nombreux flous dans les secteurs de la défense et de l'exploration du système solaire. Toutefois, les positions commencent à évoluer, se réjouit Yannick d'Escatha. Tous les Ministres de l'Union Européenne ont répondu présents à l'invitation de Valérie Pécresse, à Kourou.

L'enthousiasme était palpable, il y avait une réelle sensibilisation. L'espace réunit autour de projets mobilisateurs et va faciliter la fédération européenne. Pour le moment, les tâches sont réparties sur trois étages, au niveau des Etats-membres et de l'ASE, qui disposent des capacités scientifiques, et de l'Union européenne, qui assure la continuité des services. Tout ceci fonctionne, mais doit être mieux coordonné. La tâche n'est pas aisée, car il faut prendre en compte les susceptibilités nationales. C'est la France qui pèse le plus lourd, avec 40% de toutes les installations scientifiques et industrielles, et beaucoup de pays membres tentent de freiner ce leadership, pourtant solidement ancré depuis De Gaulle. La France veut disposer de la maîtrise de l'espace, de bout en bout, souligne Yannick d'Escatha. Ce qui explique sa volonté d'être présente dans les lanceurs, mais aussi les applications grand public (télévision, ADSL, Galileo), celles touchant à l'environnement et au développement durable (météo, climat, océanographie), et aux sciences spatiales (connaissance de l'univers). Sans oublier, bien sûr, les questions de sécurité et de défense. Lors du Conseil de l'ASE, les 25 et 26 novembre 2008, les ministres ont décidé d'augmenter de 10 milliards d'euros leur engagement financier en faveur de la politique spatiale, alors que l'on était plongé en pleine crise financière, se félicite Yannick d'Escatha. C'est vraiment la preuve d'un nouvel élan. A côté des deux programmes phares, Galiléo et GMES, de nouvelles voies ont été ouvertes, concernant l'espace et le climat, la sécurité, l'exploration du système solaire. Egalement à l'ordre du jour, l'espace, le développement économique et les marchés porteurs. Pour l'Europe, l'espace est un secteur prometteur, doté d'un fort potentiel. Il fait partie de notre culture et de notre identité, les fusées Ariane sont source de fierté et nous font rêver. Il reste à transcrire en terme légaux cette gouvernance européenne, conclut Yannick d'Escatha, Et si la France saisit ces opportunités, elle aura vocation à devenir l'une des plus grandes puissances européennes du monde.

Les échanges nombreux et passionnés se sont poursuivis suite à cet intéressant exposé, au cours d'un débat animé, comme à l'accoutumée par Raymond Douyère, Président de Géostratégies.

Xavier de Villepin (ancien Président de la Commission des Affaires Etrangères, Défense et Forces Armées du Sénat) : Quel rôle pour la Grande-Bretagne dans la politique spatiale européenne ? Où en est-on de la démilitarisation de l'espace ?

La Grande-Bretagne n'a pas adopté une politique de maîtrise globale de l'espace. Elle est absente de la partie « lanceurs », ne participe pas à Ariane, n'est pas dans la station spatiale. Mais les mentalités changent. Elle désire désormais s'investir dans les vols habités. La France et le CNES sont à l'origine du projet Galileo, nous connaissons ce système de façon très approfondie, nous le conduisons maintenant en alliance avec les Britanniques, qui occupent une place de plus en plus centrale. 12 satellites sont actuellement en cours d'acquisition, sur un total de 30 qui devraient être disponibles en 2013, c'est l'objectif final. Pour ce qui est de la démilitarisation, il y a eu en 1967 un Traité sur l'utilisation pacifique de l'espace. La destruction de son propre satellite n'est pas condamnable, mais cela génère des débris. Il faut instaurer un code de bonne conduite pour gérer ce problème majeur. Des soupçons existent quant à la présence d'armes anti satellites dans l'espace. La France veut rester dans le Traité de 1967, mais en développant la transparence. Lors de sa présidence de l'UE, elle a montré son intérêt pour des moyens de surveillance autonome de l'espace.

Raymond Douyère (Président de Géostratégies 2000, ancien Parlementaire) : Avez-vous détecté des objets militaires dans l'espace ?

On sait qu'il y a des tirs non déclarés en Russie, aux Etats-Unis. On a donc des doutes. Ces objets dormants constituent une menace potentielle. La politique américaine évoque le « space control ». Elle considère l'espace comme un domaine stratégique et se donne le droit d'empêcher quiconque voudrait lui interdire d'utiliser l'espace.

Jean-Louis Pierrel (Responsable des Relations Universitaires IBM France – Secrétaire Général Adjoint de Géostratégies 2000) : Quelle est la place de la Russie ? Notamment par rapport à la coopération européenne ?

L'Europe coopère avec toutes les puissances spatiales. Les Etats-Unis sont notre premier partenaire et les rapports sont très fructueux. Depuis 40 ans, nous accomplissons des missions avec la Russie, et plus récemment avec le Japon et l'Inde. Nous commençons également à coopérer avec la Chine, la Corée du Sud et le Brésil. Avec la Russie, nous coopérons plus précisément sur les lanceurs, et dans les domaines scientifiques. Nous avons conclu un accord pour permettre l'utilisation du lanceur Soyouz depuis Kourou. Nous avons fabriqué un pas de tir, qui adapte Soyouz à nos méthodes. Nous avons lancé un programme de nouvelles technologies avec Moscou, mais sans échanges de fonds. J'en profite pour signaler une difficulté avec les Etats-Unis concernant Galileo. Les Américains veulent pouvoir brouiller Galileo en cas de menaces, c'est un système civil et ils n'ont pas confiance. Les techniciens ont mis au point des formules, qui compensent certaines fragilités, et qui ont permis à l'Europe de signer un accord de compatibilité avec les Etats-Unis. La technique s'est mise au service de la diplomatie.

Jean-Pierre Duport (Conseiller d'Etat en service extraordinaire) : Pourriez-vous nous éclairer sur la politique spatiale de la Corée du Nord et de la Chine ? Quelles menaces ?

Nous nous trouvons, tantôt concurrents, tantôt alliés, avec les Etats-Unis, pour ce qui est des lanceurs. La compétition est très dure. Les Etats-Unis ne commercialisent pas leurs lanceurs sur le marché, ils sont réservés à un usage national. Ils ont recours aux lanceurs russes. Avec l'Iran et la Corée du Nord, il ne faut pas sous-estimer les menaces de prolifération. Nous appliquons un contrôle rigoureux sur l'exportation des technologies et des équipements sensibles.

Jean-Luc Lefebvre (Chef du Groupement d'enseignement général – Collège Interarmées de Défense) : Alors que la Chine a devancé l'Europe pour les vols habités, la question d'un véhicule spatial européen est-elle encore tabou ?

L'exploration n'est réalisable qu'au niveau international, compte tenu des enjeux et des montants financiers. L'Europe doit se focaliser sur ses domaines d'excellence. Ce sont les Américains qui détiennent le leadership pour le transport spatial.

L'Europe se trouve en compétition avec les Etats-Unis sur Galileo, car il y a des implications commerciales. En va-t-il de même avec le GEMS ?

Pour le GEMS, il y a en Europe une demande d'origine publique, qui nécessite des moyens spatiaux. Le premier besoin auquel le GEMS peut répondre est public. Il émane des services de sécurité publique, qui définissent leurs besoins en matière de risques (feux de forêt, inondations...) et de catastrophes naturelles. Pour ce faire, il y a un besoin de structure à l'échelon européen. Il peut aussi y avoir une dimension privée, qui va générer des applications dans l'agriculture de précision (optimiser l'utilisation des engrais, de l'eau...). Mais, dans l'ensemble, le GEMS a été créé à partir de préoccupations publiques, avec des fonds publics.

François Ndengwe : Les minorités ethniques sont-elles représentées à l'ASE ? Qu'en est-il de la coopération avec les Etats Africains ?

L'espace suit la même ligne que toutes les politiques publiques. Elle se veut aussi exemplaire que possible, essaie d'avoir toutes les minorités représentées. Par nature, c'est une activité internationale. Avec l'Afrique, la coopération est facile. Des Etats comme l'Algérie, le Maroc, l'Egypte, l'Afrique du Sud veulent développer leur politique spatiale. Nous les accompagnons en insistant beaucoup sur la formation.

Jean-Pierre Duport : Existe-t-il des menaces en matière d'espionnage industriel ? Des risques de déstabilisation ?

Notre savoir-faire est très prisé. Comme dans tous les domaines d'excellence, l'espace est visé par

l'espionnage. Nous multiplions les protections, les contrôles, les contraintes sur les systèmes informatiques. Kourou est classé lieu stratégique.

Raymond Douyère : Se dirige-t-on vers un encombrement de l'espace ?

Nous sommes confrontés à deux contraintes. D'abord, les débris. Il y en a plusieurs milliers, surtout depuis le dernier essai chinois qui en a généré une hausse substantielle. Pour les faire diminuer, il faut développer les moyens de surveillance, les alertes, les manœuvres d'évitement. Ensuite, les fréquences. Elles sont utiles et leurs attributions se discutent au sein de grandes conférences. C'est une bagarre continuelle, une préoccupation permanente, pour s'assurer que l'on disposera de la disponibilité des fréquences. Le premier demandeur est le premier servi. Pour Galileo, la France a été visionnaire. Elle a obtenu les fréquences désirées.

Jusqu'à présent, l'Agence Spatiale Européenne ne poursuivait pas d'activités à caractère militaire. Depuis que l'Union Européenne s'intéresse vraiment à l'espace, les partenaires ont-ils changé de point de vue ?

Ici, la question d'interprétation est primordiale. Pour la France, Hélios est lancé dans un but militaire, mais à des fins pacifiques. Pour d'autres, comme les Danois, ce n'est pas systématique. Certains de nos partenaires sont confrontés à un problème, lorsque les programmes sont vraiment militaires, et non pas à caractère dual. On peut construire des coopérations entre pays réellement motivés.

Andrew Lloyd (Gérant ALA) : Dans quels domaines l'Europe est-elle la plus avancée ?

Incontestablement, dans celui des lanceurs. Arianespace détient plus de 50% du marché mondial. Elle est très fiable et affiche une belle réussite. Pour les satellites, là où l'Europe est présente, elle est aussi à la pointe. Elle est très bien placée pour tout ce qui touche à l'altimétrie, l'océanographie, également pour les télécommunications. Elle répond de façon de plus en plus pointue aux besoins des opérateurs. En revanche, elle n'a pas fait le choix des lanceurs habités, ni des alertes avancées. C'est surtout pour une question de moyens. L'enjeu principal de l'activité spatiale et des vols habités est de nous faire connaître la planète Terre, nous faire comprendre comment elle fonctionne. C'est grâce à l'Espace que nous pourrions continuer à vivre sur la Terre, mais il nous manque encore beaucoup de données !

Marie-Clotilde Hingray
(Propos non revus par les intervenants)

« LES PLANS DE RELANCE DANS LE MONDE ET L'EXEMPLE FRANCO-ALLEMAND »

Avec PATRICK DEVEDJIAN,
PRÉSIDENT DU CONSEIL GÉNÉRAL DES HAUTS-DE-SEINE,
MINISTRE, CHARGÉ AUPRÈS DU PREMIER MINISTRE DE LA MISE EN ŒUVRE DU
PLAN DE RELANCE

Pour sa réunion de rentrée, le 13 octobre dernier, Géostratégies 2000 a organisé, dans les Salons du Sénat, un petit-déjeuner autour de Patrick Devedjian, Président du Conseil Général des Hauts-de-Seine et Ministre, chargé auprès du Premier Ministre, de la mise en œuvre du plan de relance. Alors que l'on assiste à une timide reprise économique, qui, malheureusement, ne devrait pas avoir d'incidence sur la baisse du chômage avant la deuxième moitié de 2010, Patrick Devedjian est venu dresser un premier bilan du plan de relance français. Il a particulièrement mis l'accent sur ses spécificités et ses atouts (notamment une grande réactivité), et sur les effets déjà engendrés. Avec, en toile de fonds, les plans de relance des autres pays occidentaux, et particulièrement l'Allemagne, qui a opté pour une stratégie un peu différente, mais très complémentaire.

La crise a fait naître un nouvel élan de coopération internationale, à la hauteur de la brutalité et de l'ampleur du choc économique, lance Patrick Devedjian. L'éclatement de la bulle immobilière aux Etats-Unis a eu des répercussions sur l'ensemble du globe et a entraîné une mobilisation internationale. En décembre 2008, les plans de relance s'élevaient à 400 milliards d'euros pour l'Europe ; 787 milliards de dollars pour les Etats-Unis et 210 milliards d'euros pour le Japon. Chaque pays développe un programme spécifique, la France a voulu privilégier des mesures rapides, ciblées et temporaires. Un ministère et une administration dédiés à la relance ont été créés, dotés d'un caractère transversal. Notre tradition centralisatrice nous a permis davantage de réactivité, nous a donné la possibilité de nous appuyer sur les Préfets de région (au nombre de 22) et sur les Secrétaires généraux à l'action régionale. Notre objectif, qui constitue un véritable défi, est d'avoir 75% du plan de relance investi dès 2009, explique Patrick Devedjian. Dans les autres pays, les pourcentages oscillent plutôt autour de 25% en 2009 et 75% en 2010. Mais, c'est un processus logique, car le temps de réaction est plus important dans des pays fédéraux, comme l'Allemagne et les USA.

La France a choisi un plan de relance qui s'appuie plus sur l'investissement que sur la consommation. Il comporte quatre volets :

- ♣ un soutien aux entreprises (11 milliards de remboursement de dettes par l'Etat),
- ♣ un soutien aux collectivités territoriales (54 milliards),
- ♣ un soutien aux petites collectivités et aux entreprises (6,3 milliards),
- ♣ un soutien aux citoyens les plus vulnérables, par le biais d'actions de justice sociale, de primes de solidarité active.

Tous ces investissements impliquent un effet de retour et doivent déboucher sur une amélioration durable. En Allemagne et aux Etats-Unis, avec the « American Recovery and Investment Act », les priorités sont les mêmes. Mais, insiste Patrick Devedjian, cette stratégie a aussi des répercussions sur la consommation, cela va créer des emplois. Par ailleurs, notre économie bénéficie également des plans de relance de nos partenaires commerciaux. L'Allemagne, comme les Etats-Unis, font porter l'essentiel de leurs efforts sur 2010. En France, au Royaume-Uni et au Japon, c'est 2009. Toutes les nations sont donc en phase et complémentaires. Les primes à la casse allemande (2500 euros par véhicule) et française (1000 euros, assortis d'une obligation écologique) ont profité à tous, y compris aux constructeurs italiens et tchèques. C'est sur les petites voitures que l'impact a été le plus fort.

DES RETOMBEES CONCRETES

Certaines mesures vont avoir un effet immédiat, comme la baisse de certaines taxes (la TVA en Grande-Bretagne), d'autres seront plus étalées dans le temps, avec le soutien au pouvoir d'achat (baisse d'impôts, versements...). Et d'autres encore, comme l'investissement public, prendront plus de temps. Certes, la stratégie française est ambitieuse, mais notre administration a bien conduit sa tâche, se félicite Patrick Devedjian. Elle a rendu compte de ses actions en temps réel, ce qui est aussi une nouveauté. Par exemple, beaucoup d'entreprises spécialisées dans la restauration de monuments historiques étaient menacées de disparition pendant la crise. L'Etat a débloqué 100 millions d'euros pour les aider à maintenir le cap. On peut suivre, sur les sites internet, l'avancement des chantiers. Les efforts de communication n'ont pas été relâchés. Tout ce dispositif a encouragé de nombreux agents économiques à ne pas baisser les bras. Et aujourd'hui, la France et l'Allemagne peuvent afficher + 0,3% de croissance. Ce n'est pas un exploit, mais la preuve des effets des plans de relance. Le chômage n'augmente plus à un rythme aussi élevé qu'en début d'année. Pour preuve, en décembre 2008/janvier 2009, 90 000 demandeurs d'emplois en plus ; en octobre 2009, une accélération nettement moins vive avec 18 000 dossiers supplémentaires. L'intensité de la crise a décliné, mais il n'y a pas encore assez de croissance de nature à créer du travail. Comme l'a réaffirmé le dernier G20, les politiques de relance doivent être poursuivies, et peut-être mieux ciblées, conclut assez confiant Patrick Devedjian.

Comme à l'accoutumée, l'exposé de Patrick Devedjian, au cœur de nos préoccupations, a suscité un débat riche en échanges animé par Raymond Douyère, Président de Géostratégies 2000

Robert Ranquet (Inspecteur Général de l'Armement): Une part significative du plan de relance a reposé sur l'anticipation d'investissements déjà prévus. Ils ne seront donc plus à faire. Y aura-t-il un trou ? Cela ne va-t-il pas provoquer une crise de trésorerie d'ici 2-3 ans, lorsqu'il faudra payer ?

Oui, ces investissements ont porté sur des projets déjà prêts. Mais, cela était délibéré, car le critère d'immédiateté était déterminant. Nous avons aussi compté sur l'effet multiplicateur. L'investissement de l'Etat doit automatiquement entraîner celui d'autres acteurs. Enfin, autre condition impérative, ils devaient générer un maximum d'emploi et un retour sur investissement. Pour vous donner un exemple intéressant, nous avons doublé la capacité d'accueil en trains à la gare de Bordeaux (en changeant les sillons ferroviaires à destination de l'Espagne). En résumé, ce ne sont pas les projets qui manquent, mais plutôt l'argent. De toute façon, la crise crée du déficit. Quand on choisit de construire des ports (comme un quai en pleine mer au Havre), on s'endette, mais on table sur un effet de retour, quasi assuré. Il n'y a pas de regrets à avoir.

François Douady (Président de la Coordination de Sauvegarde du Bois de Boulogne) Vous avez vanté notre centralisation napoléonienne, notre administration qui a réagi rapidement. Or, il paraît que 75% des investissements publics sont le fait des collectivités territoriales, décentralisées. Ces dernières ont-elles, aussi, réagi rapidement ?

Les collectivités territoriales ont investi 54 milliards d'euros pour le deuxième semestre 2009. Soit 19 milliards de plus que la moyenne des quatre années précédentes. Leurs investissements ont bondi de 54%. Elles ont été parfaites, ont joué le jeu de la relance, mais l'Etat les a aussi aidées. Il a remboursé par anticipation la TVA qu'elles auraient dû recevoir un an plus tard. Le coût a été de 3,7 milliards.

Eric Verstraete (Directeur Financier Grands Projets Bouygues Travaux Publics) : Ne risque-t-on pas en 2010-2011 d'assister à un embouteillage avec le démarrage quasi-simultané des grands ouvrages d'infrastructure (lignes LGV, 2ème EPR...) ?

Non, les appels d'offre lancés ont tous été fructueux. Les carnets de commande ne sont pas saturés dans le BTP. Les lourdeurs ne viennent pas de là, mais de nos procédures administratives.

Marie-Laure Dreyfuss (Directeur de cabinet du Secrétaire général de l'ACAM) : Existe-t-il des indices plus ciblés que le taux de croissance ?

Oui, le taux d'activité. Sur l'emploi, en 2009, nous avons créé ou sauvé 250 000 emplois.

Amiral Pierre Sabatié-Garat : Quel a été le rôle de l'Union Européenne ? Mis à part baisser le taux de la BCE, a-t-elle eu une action spécifique ? Ses rouages sont-ils trop lents, mal adaptés aux crises ?

La coordination européenne a été assez faible. La Commission arrive en fin de course, ce qui n'a pas aidé à la réactivité. Il faut améliorer le processus.

Raymond Douyère (Président de Géostratégies 2000) : Le plan de relance européen ne représente qu'1% de son PIB. N'y a-t-il pas là un manque flagrant ?

Certes, oui. Mais, pour la défense de l'Union Européenne, il faut dire que les Etats n'étaient pas non plus très disposés à cette action commune. On a même observé des tentations protectionnistes. Chaque pays a ses particularités. Ceux qui n'avaient pas d'industrie automobile, n'étaient pas intéressés par la prime à la casse. Un plan européen est techniquement lourd et long, car l'articulation de chaque économie nationale est profondément différente.

Colonel Jean-Luc Lefebvre (Chargé d'études IRSEM) : Quel est votre point de vue sur le traitement global de la crise, par le G20 ?

Les réunions du G20 ont permis d'aboutir à une meilleure gouvernance mondiale. Le rôle du FMI a été accru. Mais, à terme, le risque d'inflation est bien là. D'où, la question de la régulation qui doit être abordée.

Raymond Douyère : Jean-Claude Trichet a déclaré que les Banques Centrales étaient prêtes à intervenir, si le dollar s'effondrait trop. Est-il normal que le G20 se décharge autant sur les Banques Centrales ?

Je ne vois pas les choses ainsi. Le G20 et les Banques Centrales agissent de concert. Par ailleurs, le nouveau G20, qui accueille un plus grand nombre de pays, relativise le poids des USA. Et, il y a des pressions de plus en plus fortes pour stabiliser le dollar, et ne plus le laisser filer.

Patrick Ravier (Conseil en Finance internationale) : Où en est-on d'un plan de relance par l'assainissement des actifs bancaires ? Les actifs bancaires sont évalués selon le « Mark to Model » et non plus « Mark to Market », puisque, pour de nombreux actifs, il n'y a plus de marché !

Jacques Boyon (Président de l'Institut de Relations Internationales et Stratégiques, Ancien Ministre) : Les Banques (BNP Paribas, Société Générale) s'empressent de rembourser l'Etat. Quels enseignements en tirez-vous ?

L'assainissement du bilan des banques se fait dans la discrétion. Des révélations sur la découverte de nouveaux actifs toxiques serait dévastateur sur l'opinion publique, la clientèle. Il y aurait à nouveau crise de confiance, la publicité serait extrêmement négative. Il n'y a pas encore d'accord sur toutes les méthodes comptables, au plan mondial. Nous sommes toujours dans une phase de reconstitution des marchés, une période intermédiaire.

Eric Bonsch (Délégué Régional Comité Régional de l'Enseignement Catholique) : Comment s'articulent le plan de relance et le grand emprunt ?

Cela va se faire dans la durée. La lutte contre la crise est financée par la dette, on attend donc des effets de retour, une amélioration de la compétitivité. Le grand emprunt va financer de grandes infrastructures comme le TGV. Mais aussi, les nano technologies et les technologies numériques. Tous les secteurs seront concernés.

Pavel Fischer (Ambassadeur de la République Tchèque) : La crise n'a pas frappé tous les pays de

l'Union Européenne de manière égale. Comment envisagez-vous la sortie de cette crise ? La cohérence du marché unique a-t-elle été préservée ? Comment va évoluer l'intégration européenne ?

L'Union Européenne a su préserver l'essentiel, éviter les excès d'égoïsme nationaux. L'euro en est sorti renforcé. Sa demande internationale s'est appréciée. Cela aura des répercussions sur le long terme. Les producteurs de pétrole réfléchissent déjà à une place pour l'euro dans leur panier de monnaies. Il n'y a pas encore de véritable organisation européenne pour la sortie de crise. Nous devons nous montrer plus solidaires lors de la seconde phase des plans de relance, et plus prospectifs aussi.

Stéphane Dos Santos (Elève de Terminale) : Un investissement de 5 milliards d'euros a été décidé pour relancer le fret ferroviaire. Cela concerne-t-il le plan de relance ?

Non, c'est un travail de fond. Il s'agit de rendre le fret plus productif, notamment pour ce qui est de la coordination avec les grands ports maritimes.

Peter Salinson (Cambridge Society of Paris) : L'EPAD, à la Défense, bénéficiera-t-il du plan de relance ?

En 2008, le département des Hauts-de-Seine a reçu 400 millions de recettes fiscales. En 2009, il souffre d'un déficit de 220 millions d'euros. L'EPAD, c'est essentiellement la construction de tours de bureaux. L'avantage de ce secteur est qu'il enjambe la crise. Les travaux commencés qui durent en moyenne cinq ans, ont continué. En revanche, les nouveaux projets ne démarrent plus. La même chose est en train de se produire à Dubaï. A la Défense, la situation n'est pas alarmante. 97% des bureaux sont occupés. GDF/Suez vient de commander quatre tours.

Eric Bleines (Directeur Général Adjoint CCR AM) : La crise a-t-elle jeté au panier les critères de Maastricht ? Quid des énormes déficits budgétaires ?

Nous disposons de deux moyens pour lutter contre l'endettement. D'une part, une augmentation des recettes. Cela nécessite une économie plus compétitive, une exigence de retour sur investissement. D'autre part, réduire les dépenses, passer au scanner celles qui sont excédentaires, diminuer la dépense publique.

Clide Sweeting (Enseignant) : A quand la parité dans l'accès au travail en Europe ?

L'Europe s'y attèle, mais c'est une œuvre de longue haleine, car les systèmes sont très hétérogènes.

Le Président Obama entend créer un nouveau modèle réglementaire. Est-ce une utopie ?

Tous les systèmes sont perfectibles. Il n'est pas étonnant qu'il y ait eu explosion avec les subprimes. Par ailleurs, Madoff a mené à bien son escroquerie pendant trente ans, et n'a subi que trois contrôles de la SEC, qui n'ont pas abouti. Donc, oui, il y a des améliorations possibles.

Raymond Douyère : On observe un rôle plus important dévolu aux Etats, le retour du politique. Il y a moins de délégation permanente à des organismes, qui voient leur légitimité s'amoinrir.

Patrick Devedjian : Je suis peut-être un disciple de Spinoza. Je crois sincèrement que le but de la vie en société, se trouve dans l'organisation de la liberté. Ce qui ne signifie pas le laisser aller, le laisser faire. Au contraire, cela doit amener un produit de civilisation supérieure, et sans l'Etat, il n'y a pas de liberté. Mon ministère, qui est le seul du genre à exister (aux Etats-Unis, la politique de relance a été confiée au vice-Président, Joe Biden), doit avoir une durée de vie éphémère. Son budget est prévu pour deux ans. Passé cette date, il devrait disparaître, au titre des dépenses improductives. Ce que j'approuve totalement.

« L'UNION EUROPEENNE ET LA GUERRE EN GEORGIE » SON EXCELLENCE PIERRE MOREL, REPRÉSENTANT SPÉCIAL DE L'UNION EUROPÉENNE POUR L'ASIE CENTRALE

Le mardi 1er décembre, Géostratégie 2000 a invité dans les salons du Sénat son Excellence Pierre Morel, Représentant Spécial de l'Union Européenne pour l'Asie Centrale, à venir faire le point sur la situation en Géorgie. Ancien Ambassadeur à Moscou, Pékin, puis à Rome, au Saint-Siège, de 2000 à 2006, Pierre Morel a brossé un tableau historique très complet, qui a permis de mieux appréhender les rivalités anciennes, à l'origine du conflit. Il a ensuite évoqué l'avenir, les tensions persistantes dans le Caucase, et a insisté sur le rôle de l'Europe dans le règlement de cette guerre éclair. Un signe encourageant, qui prouve, selon lui, sa capacité à mener une politique étrangère autonome et efficace.

Aujourd'hui, 1er Décembre, l'Union Européenne célèbre une date historique. Elle aborde une nouvelle ère, avec l'entrée en vigueur du Traité de Lisbonne. Et la prise de fonction du Premier Président du Conseil Européen, Herman Van Rompuy, et du Haut Représentant aux Affaires Etrangères, Lady Catherine Ashton, déclare d'emblée Son Excellence Pierre Morel, avant de s'attaquer au vif du sujet : la guerre en Géorgie. Nous nous trouvons dans une situation de « conflit prolongé ». C'est la définition donnée par le Rapport Tagliavini, du nom de sa Présidente, une diplomate suisse. Cette commission indépendante, mise en place en décembre 2008 par l'Union Européenne, a examiné les questions sous tous les angles et dressé un tableau rigoureux. Selon ses dires, la guerre aurait pu être évitée. Elle allait à l'encontre du sentiment général, selon lequel tout nouveau conflit semblait très improbable en Europe, depuis la fin de la Guerre Froide. Et pourtant, par manque de vigilance, après les Balkans, c'est la Géorgie qui s'est embrasée, souligne Pierre Morel. Cette région se trouve à un carrefour. Nord/Sud, entre l'Europe et l'Asie, au centre du Caucase. Est/Ouest, entre la Mer Noire et la Caspienne. Premier royaume chrétien après l'Arménie, né au IVème siècle, il était formé, à l'origine de multiples principautés, découpées en fonction des vallées, soumises à de nombreuses influences : turque, iranienne, russe. Cette dernière devient déterminante, à partir de la fin du 18ème siècle, avec la conquête du Caucase. Immédiatement, la noblesse Géorgienne se met au service de l'empire russe, de son armée comme le Général Bagration. On assiste à une intégration réussie des élites. Avec la révolution, la Géorgie acquiert son indépendance, mais celle-ci ne dure que trois ans. En 1921, elle est reprise par le nouvel Etat Soviétique. Lieu d'évasion, réputé pour sa tradition méridionale et son sens de l'hospitalité, la Géorgie est aussi le pays de naissance de Staline et Beria, d'où, peut-être, un certain sens des réseaux d'influence au sein de l'URSS, note Pierre Morel. En 1985, Gorbatchev accède au pouvoir, et choisit comme ministre des Affaires Etrangères, E. Chevardnadze, un Géorgien, qui deviendra ensuite le Président de son pays. A ce moment, les revendications d'indépendance se développent. En avril 1989, une manifestation est réprimée dans le sang. C'est le point de départ d'une nouvelle détermination, d'un sursaut nationaliste intense, qui n'est pas étranger aux drames d'aujourd'hui. Le slogan « la Géorgie aux Géorgiens » va entraîner la guerre civile, suite logique d'affrontements entre clans et traditions diverses. E. Chevardnadze, qui a négocié la fin de la domination soviétique en Europe de l'Est, fait figure de « bête noire » aux yeux de l'Armée Rouge. Plusieurs tentatives d'attentats sont perpétrées contre lui.

DES VELLEITES NATIONALISTES

En dépit de ce contexte, il amorce un début d'ouverture, qui débouche en décembre 2003 sur la « Révolution des Roses ». De jeunes démocrates prennent le pouvoir et élisent comme Président Mikhaïl Saakachvili, qui promet de réunifier le pays. Un regain identitaire s'ensuit. L'Adjarie, région dissidente proche de la Turquie, rentre dans le giron de la Géorgie, qui aimerait aussi récupérer l'Ossétie du Sud et l'Abkazie. Les tensions s'aggravent et en 2008, les deux accords-cadres, signés en 1992, entre la Géorgie et ces deux territoires, se dérèglent. L'interférence russe se durcit. En réaction à la stratégie de Saakachvili qui fait des pieds et des mains pour intégrer l'OTAN, Poutine développe la politique de « passeportisation ». Il distribue des passeports russes aux Géorgiens et développe ainsi la double appartenance. Parallèlement, en avril 2008, il établit des relations directes entre l'Ossétie et l'Abkazie, reconnaissant de fait leur dissidence. Cet enchaînement d'événements montre bien que la guerre de 2008 n'était pas fortuite, insiste Pierre Morel. Il y avait eu 20 ans d'escarmouches, d'interventions venant de la Russie. Dans les mémoires, revenait sans cesse le sentiment des occasions perdues, des exclusions réciproques. Et, en 2008, le dérapage ne peut être enrayé. En août, la Géorgie attaque l'Ossétie. La situation est bloquée du fait du veto russe. Suite aux navettes réussies de Nicolas Sarkozy, alors Président de l'Union Européenne, entre la Russie et la Géorgie, et à des négociations éclairés, un cessez le feu est signé le 12 août.

L'UNION EUROPEENNE EN PREMIERE LIGNE

Cet engagement constitue un tournant pour l'Union Européenne, se félicite Pierre Morel. Jusqu'alors, elle avait réussi à éviter des conflits, comme en Macédoine. Elle travaillait à Gaza, au Congo, au Tchad, mais elle n'était jamais intervenue seule. Désormais, depuis les Accords du 8 septembre, elle est à la tête d'une mission de surveillance de 350 personnes, non armées, qui doit permettre le retrait russe. Elle œuvre pour le retour à la vie normale des populations civiles, sur un terrain très risqué. En même temps, un dispositif de négociation diplomatique s'installe à Genève. Il faut essayer de concilier la position de la Russie, qui dès le 26 août, a reconnu deux entités séparatistes, l'Ossétie du Sud et l'Abkazie, et celle de l'Union Européenne, qui revendique l'intégrité territoriale de la Géorgie. Simultanément, vu l'effondrement de la situation en Géorgie, une conférence des donateurs est organisée à Bruxelles et 4,5 milliards de dollars sont récoltés. C'était une nécessité élémentaire pour la stabilité de ce pays, note Pierre Morel, on ne voulait pas voir se reproduire le précédent yougoslave. L'Union Européenne a clairement opté en faveur d'un « partenariat oriental », une politique de coopération avec l'ensemble de l'Europe de l'Est, inspiré du modèle Europe/Méditerranée. L'Europe doit poursuivre son engagement, car le pays est en perdition. Cette région est aussi très sensible, car c'est un axe de transport pétrolier, avec d'importants oléoducs. Depuis la fin 2008, l'Union Européenne est en première ligne, seule. Les missions de l'OSCE et de la MONUC ont stoppé leurs activités, suite au veto russe. C'est un baptême du feu, en quelque sorte. Après avoir longtemps débattu sur ses institutions et son fonctionnement interne, il est temps pour l'Europe de faire face à ses responsabilités internationales. Elle doit se doter des moyens nécessaires, avoir les capacités de réaction et miser sur la diplomatie, conclut Pierre Morel, qui salue cette évolution positive, cette politique plus active et indépendante de l'Union.

Cet exposé riche et très documenté a été suivi, comme à l'accoutumée, d'un débat animé par Raymond Douyère, Président de Géostratégies 2000.

Philippe Abelin (Corps des Attachés Economiques – Ministère de l'Economie) : Selon vos dires, les responsabilités sont partagées. Est-ce une formule diplomatique ?

Lors de l'une des sessions que je co-préside à Genève, le Ministre adjoint de la Russie a déclaré : « la guerre s'est ouverte, car il y a eu attaque par les forces Géorgiennes ». Pour la Géorgie, en revanche, c'était le point culminant d'une succession de provocations. Donc, oui, les responsabilités sont partagées. Chacun s'est servi de l'autre pour accentuer la dégradation des rapports de force. Par ailleurs, il y a eu une insuffisance de vigilance de la part de la communauté internationale, face aux tensions, aux nettoyages ethniques. Le sursaut de l'Allemagne, au dernier moment, est arrivé trop tard.

L'engagement de l'administration Bush a mis en confiance la nouvelle Géorgie, cela a entretenu des illusions. Or, les USA n'ont pas bougé pendant le conflit, sinon, cela aurait pu entraîner une crise internationale de grande envergure. L'engagement de l'Europe était plus facile. Il y avait bien des forces de paix, mais elles étaient russes, et le dispositif s'est grippé peu à peu. Les attaques entre villages sont devenues incessantes. La leçon à tirer est qu'il faut toujours maintenir, vaille que vaille, le travail de médiation sur le terrain, pour atténuer la confrontation.

Antoine Cazard (Consultant) Pouvez-vous nous préciser les liens de la Géorgie avec la France au travers de la famille Murat ?

Je vais plutôt choisir l'exemple d'Hélène Carrère d'Encausse, secrétaire perpétuel de l'Académie Française, née Hélène Zourabichvili et dont une partie de la famille joue un rôle politique éminent en Géorgie et est à la tête d'un des mouvements d'opposition à Tbilissi.

Y-a-t-il une influence religieuse dans ce conflit ? Quel est le rôle des musulmans dans le Caucase ?

La question religieuse n'est pas à l'origine de cette guerre. Il y a depuis toujours une tradition orthodoxe, aucune tentative pour annexer, reconnaître l'autonomie des églises de l'Ossétie et de l'Abkazie, n'a eu lieu. Au contraire, l'Eglise a joué dans le sens de l'apaisement. Pour ce qui est de la composante musulmane intégriste et extrémiste, elle se trouve du côté russe, à l'opposé, au Nord du Caucase, et non dans cette région.

Jean-Louis Pierrel (Responsable relations universitaires IBM France – Secrétaire Général adjoint Géostratégies 2000) : Parmi les multiples causes de ce conflit, quelle part attribuez-vous à la question du transit du pétrole et du gaz de la Caspienne ?

L'oléoduc Bakou (Azerbaïdjan) -Tbilissi- Ceyhan (Turquie) est un lien très fort car il traverse toute la Géorgie. Cela va être prolongé pour le gaz, avec le projet de pipeline Nabuco, qui reliera la Caspienne à l'Autriche. L'Union Européenne apporte son soutien total. La guerre n'a pas arrêté ce transit énergétique. Les compagnies russes, notamment Gazprom, ont des intérêts importants dans ces infrastructures pétrolières, et ne veulent pas les voir s'interrompre.

François-Xavier Martin (Président de Crédit X Mines – Trésorier-Secrétaire Général de Géostratégies 2000) : Ne pensez-vous pas que certains milieux militaires américains ont poussé à la guerre, pour tester en situation opérationnelle, certains équipements ?

Lors de l'indépendance, l'armée américaine a entraîné et modernisé son homologue Géorgienne. Après 2003, avec l'arrivée de Saakachvili, la Géorgie veut intégrer l'OTAN. Elle montre de la bonne volonté, envoie des soldats en Irak. D'ailleurs, c'est là que se trouvaient ses meilleures troupes, lorsque le conflit a éclaté, en août 2008. Non, les Américains n'ont pas poussé à la guerre, ils étaient plutôt tournés vers leurs propres priorités.

Jean-Marc Mousset (Administrateur Saint-Jean de Passy) et Jean-Pierre Duport (Conseiller Etat en service extraordinaire. Ancien Préfet) : En favorisant l'indépendance du Kosovo, l'Europe n'a-t-elle pas contribué à susciter ou aggraver des conflits ? Le Kosovo n'est-il pas un dangereux précédent ?

Selon moi, il ne peut y avoir de comparaison. L'indépendance du Kosovo a été reconnue, par beaucoup de pays de l'UE, après neuf ans de négociations, des débats internes très vifs entre l'Union Européenne, l'Alliance Atlantique et la Russie. Cette dernière a durci sa position au dernier moment. Pour le conflit qui nous occupe, la Russie a reconnu l'indépendance de l'Ossétie du Sud tout de suite après la guerre et c'était un acte unilatéral.

Jacques Lutfalla) Contrôleur Général des Armées (er) ; Régis Paraque (Inspecteur Général des Finances, Conseiller Technique au cabinet du Président du Conseil Economique et Social) : L'Iran et la Turquie ont-ils un rôle à jouer ?

L'Iran se montre très prudent, mais attentif. Il a évoqué l'idée d'une plate-forme caucasienne. La

Turquie propose des contacts, c'est une puissance régionale qui ménage ses voisins.

Marie-Clotilde Hingray
(Propos non revus par les intervenants)